

*Pouvoir d'emprunt—Loi*

Il y a un an, le gouvernement a demandé le pouvoir d'emprunter environ 25,8 milliards de dollars, soit un demi-milliard de plus que cette année. Quand on s'arrête toutefois aux détails, on découvre que l'autorisation de base accorde un certain pouvoir pour le cas où il serait nécessaire d'accroître nos réserves de change, s'il y avait, je suppose, une ruée sur le dollar contre laquelle il faudrait se protéger. Si l'on ne tient pas compte de deux ou trois postes inhabituels l'an dernier et de celui-là en particulier cette année, on constate que le montant de base demandé par le gouvernement cette année s'élève à 22,3 milliards, comparativement 21,3 milliards l'an dernier, soit un milliard de dollars de plus. Dans un monde où l'inflation persiste et où, chaque année, les chiffres ont tendance à être plus élevés que l'année précédente, un milliard, ce n'est pas énorme. En fait, ce chiffre peut correspondre à peu près au taux d'inflation.

● (1550)

On sait que le gouvernement était bien déterminé à réduire le déficit plusieurs années d'affilée. Le ministre des Finances s'est beaucoup vanté d'avoir réussi à réduire les dépenses non législatives. Il espère les réduire davantage en 1989-1990. Lorsque nous examinons les résultats de tous ces efforts, que constatons-nous? Que le déficit reste très près de 30 milliards de dollars chaque année. Le gouvernement a donc augmenté le déficit de 100 milliards de dollars ou plus en trois ans et demi. C'est un genre de réussite que le ministre des Finances et ses collègues auront de la difficulté à défendre si on les renvoie à leurs propres principes.

Ce que je veux dire ici, c'est que la situation doit leur paraître quelque peu étrange, car on sait que, à leurs yeux, la dette nationale est le pire fléau et le déficit le chiffre le plus important du budget. Apparemment, le gouvernement a décidé qu'il doit à tout prix continuer dans la même voie, à moins, bien entendu, qu'il ne commette quelque énorme bourde dans les mois précédant les élections et n'encourage ainsi les électeurs à se débarrasser de lui. Il ajoute à toutes les inéquités dont il s'est déjà rendu coupable. En plus de cela, je suppose que même les ministres des Finances n'échappent pas à la tendance générale, comme en témoignent certains aspects de l'exposé budgétaire. Il reste que le gouvernement a échoué dans la mission qu'il s'était lui-même donnée.

Si je dis cela, c'est pour offrir la possibilité d'envisager une démarche entièrement nouvelle. Si nous voulons équilibrer le budget et freiner l'accroissement de la dette nationale, il est évident qu'il faut procéder autrement que par la limitation des dépenses et les hausses substantielles d'impôt. Ces trois dernières années, les hausses successives d'impôt se chiffrent à 1 000 \$ au moins pour la famille moyenne.

Pourtant, où nous mène le budget? Il nous prépare un autre déficit de 30 milliards de dollars. Comparé aux gouvernements libéraux qui l'ont précédé, le gouvernement actuel ne fait pas figure de modèle, car il semble fermement décidé à réduire les impôts des particuliers et à laisser les riches sociétés échapper

au fisc. Évidemment, cela ajoute au déficit. Le gouvernement s'en targue même s'il s'agit là d'un principe contraire à ce qu'il prêche.

Mais il y a pire si l'on pense à certaines pratiques qui remontent au début des années 1970. Les libéraux ont ouvert le bal et les conservateurs sont entrés dans la danse en n'apportant que très peu de variations. Certes, il y a eu des rajustements dans certains secteurs où des abus avaient été constatés, notamment avec le crédit d'impôt à la recherche scientifique. Il est devenu évident que certains abusaient effrontément de ce crédit. Le ministre des Finances l'a aboli. Cependant, mis à part un certain dégraissage de ce genre, il est évident d'après les chiffres sur la fiscalité et ce déséquilibre qui existe entre les sociétés et les particuliers que le gouvernement n'a fait qu'empirer les inégalités qui caractérisaient le régime fiscal sous ses prédécesseurs libéraux.

L'aspect auquel je veux m'attacher ce n'est pas tant celui de l'injustice fiscale que celui du fait que les gouvernements Trudeau qui se sont succédé à partir du milieu des années 1970 accordaient peu d'importance aux besoins du pays. Le gouvernement du Canada ne jouait pas le rôle qu'il aurait dû jouer pour répondre aux divers besoins des Canadiens. À l'approche d'élections, il devenait possible de mettre en pratique ce que je propose maintenant, ce que le gouvernement du Canada devrait toujours avoir à l'esprit. Peu avant les élections de 1984, sous le thème de la relance, on a exécuté des projets spéciaux d'immobilisation. On a passé des marchés de construction de navires pour la Garde côtière. Divers marchés passés à ce moment-là préfiguraient le programme gouvernemental de construction navale qui assure aujourd'hui en partie la relance des chantiers navals. Il est certain que le gouvernement a amorcé quelque chose. Mais il y a eu tout au moins, au cours des années 1970, une bonne décennie d'incurie au cours de laquelle on n'a pas su soutenir la marine de façon indéfectible, beau temps mauvais temps, comme elle doit l'être pour assurer que notre défense côtière et notre commandement maritime soient de la qualité voulue. C'est un cas que je mentionne à titre d'exemple.

Il y a tellement d'autres domaines sur lesquels on pourrait se pencher, qui devraient intéresser le gouvernement du Canada. Le gouvernement devrait être tout à fait disposé à emprunter à ces fins pour faire un bon placement dans l'avenir du pays. Il ne s'agit pas selon moi d'accroître le déficit mais de faire un placement en misant sur le Canada.

C'est là une idée qui devrait être suivie comme solution de rechange, non pas qu'elle n'ait pas été adoptée comme expédient comme je l'ai déjà dit. Cela devrait être plutôt un principe délibéré caractérisant toute l'action de l'État. Quand il y a un investissement sensé à faire au pays, alors faisons-le. N'hésitons pas à emprunter pour réaliser cet investissement. Il faut savoir reconnaître que c'est ainsi que nous atteindrons la prospérité. Voilà ce qui s'est fait à la fin des années 40 et pendant les années 50.